



Déclaration des Gouvernements Locaux et Régionaux lors de la Plateforme Mondiale de Réduction des Risques de Catastrophe 2017

Les villes et centres urbains des pays en voie de développement évoluent à vive allure sans pouvoir toujours financer une planification et des infrastructures durables et résilientes afin de protéger les populations et les biens. Cette urbanisation massive représente un grand défi à relever pour de nombreux pays sur plusieurs plans et plus particulièrement sur la résilience des infrastructures publiques, la mise en place de stratégies locales de réduction des risques et la protection des populations vulnérables.

Les gouvernements locaux et régionaux, dans une majorité de pays, jouent un rôle important dans le développement et l'amélioration du niveau de vie de la population. Ils sont de plus en plus considérés comme des partenaires essentiels pour développer et mettre en œuvre des politiques publiques, assurer des services efficaces et équitables aux citoyens et bâtir des infrastructures nécessaires pour le développement économique et pour une meilleure qualité de vie.

Ces deux dernières années (2015/2016) ont été déterminantes dans la marche en avant de la Communauté Internationale vers le développement et des sociétés plus justes, inclusives et résilientes. En effet l'adoption de plusieurs agendas mondiaux (Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe : 2015-2030, Accord de Paris, Financement pour le développement, Objectifs de développement durable, Nouvel agenda urbain) témoigne de ce souhait d'un monde plus juste et plus désirable. Pour ne pas perdre cet élan deux impératifs s'imposent, le premier concerne la recherche d'une cohérence et de synergie entre ces différents agendas et le second assurer les moyens et les outils pour les mettre en œuvre.

Nous, Gouvernements locaux et régionaux, participants à la 5^{ème} Session de la Globale Plateforme pour la Réduction des Risques de Catastrophe, sommes réunis le 23 mai 2017 à Cancun, Mexique ;

- A. Exprimant notre gratitude à la ville de Cancun et aux autorités du Mexique pour leur accueil et à Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe (UNISDR) pour l'organisation de ce grand événement ;
- B. **Reconnaissant** les effets positifs d'une urbanisation contrôlée qui nous permet de maîtriser les processus de développement à l'inverse d'une urbanisation anarchique qui a tendance à accroître les risques et la vulnérabilité des personnes et des biens ;



FROM COMMITMENT TO ACTION

- C. **Souhaitant** donner un nouveau souffle à la Campagne des Villes Résilientes pour que nos villes et nos territoires soient protégés du mieux possibles contre les catastrophes ;
- D. **Reconnaissant** notre engagement en faveur de la mise en œuvre du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe ;
- E. **Exprimant** notre attachement à l'action locale et à la coopération internationale pour atteindre l'Objectif 11 à savoir des villes inclusives, sûres, résilientes et durables ;
- F. **Mettant en avant** l'intérêt pour tous à rechercher une cohérence et des synergies entre la résilience et la réduction des risques d'une part et l'Accord de Paris, Financement pour le développement, Objectifs de développement durable, Nouvel agenda urbain d'autre part ;

Nous nous engageons à :

1. **Renforcer** notre action locale afin de mettre en œuvre le Cadre de Sendai;
2. **Mettre en place** un budget spécifique pour la réduction des risques de catastrophe et notamment dans les villes qui se situent dans des zones soumises à des aléas et instaurer une ligne spécifique dans le budget général dédiée à la réduction des risques de catastrophe ;
3. **Veiller à renforcer** les capacités techniques et institutionnelles de nos territoires et assurer des formations continues et adaptées aux techniciens ;
4. **Intégrer** les considérations de réduction de risques de catastrophe dans la planification et l'aménagement du territoire ;
5. **Adopter** une approche d'ensemble sur nos territoires afin de considérer aussi bien la réduction des risques que le changement climatique qui a un impact sur les populations et les biens ;
6. **Instaurer** au niveau local des dispositifs de concertation avec les différents départements étatiques et aussi avec les organisations non gouvernementales pour améliorer la connaissance des risques de catastrophe ;
7. **Donner** plus de visibilité au niveau local à la Journée Internationale de la Prévention des catastrophes (célébrée le deuxième mercredi d'octobre de chaque année), en organisant des rencontres-débats et portes ouvertes des services spécialisés aux citoyens mais également d'exposer les savoir-faire traditionnels pour les faire perdurer ;



FROM COMMITMENT TO ACTION

8. **Mettre en place** une coalition locale autour des élus qui comprend tous les partenaires publics et privés pour la concertation et l'échange d'information sur les risques de catastrophe ;

D'autre part,

Reconnaissant le rôle des associations nationales, régionales et internationales dans l'accompagnement des gouvernements locaux et régionaux pour élaborer et mettre en œuvre leurs stratégies, bâtir des politiques publiques en partenariat avec le niveau national et aussi disséminer les expériences innovantes en matière de réduction des risques de catastrophe au niveau local ;

9. Demandons aux Etats et gouvernements nationaux d'apporter tout le soutien nécessaire financier (subventions, aides, incitations fiscales, etc), institutionnel et législatif (amélioration des cadres et lois d'urbanisme, nouveaux dispositifs d'encadrement pour la construction, spéculation foncière, etc) aux gouvernements locaux ;
10. Sollicitons la communauté internationale (la société civile, centres de recherches, universités, secteur privé, etc) et les agences spécialisées des Nations Unies à apporter leur soutien et leur assistance technique et financière aux gouvernements locaux afin d'atteindre les objectifs imminents assignés par le Cadre de Sendai et les autres agendas internationaux.

Adopté à Cancun le 23 mai 2017

